

Bercy

ses missions

Paris, le 22 mars 2018

finances
Solidaires

www.solidairesfinances.fr

ses agents

au coeur des enjeux de société

Les administrations qui dépendent des ministères économiques et financiers – résumés parfois sous l'appellation Bercy, du lieu où ils sont implantés - sont nombreuses.

Elles remplissent des missions d'informations, de contrôle et de régulation économique et financière, de la Direction Générale des Finances Publiques (fusion des anciens « Impôts » et « Trésor Public ») et de la Direction Générale à la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI) et l'administration centrale de Bercy, sans oublier l'INSEE (la statistique publique) et les agents des anciennes directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE).

Bercy et les missions de ses administrations territoriales et services centraux, ce n'est pas rien. Aujourd'hui c'est l'élaboration de la politique macroéconomique de la France et l'élaboration du Budget de l'État et de chaque projet de Loi de Finances annuel. Et c'est encore le calcul de l'assiette des impôts et de leur recouvrement, le contrôle des dépenses publiques de l'État, des collectivités territoriales, hôpitaux publics, HLM et autres établissements publics nationaux et locaux, la douane et le contrôle des marchandises et des personnes à toutes les entrées du territoire national (Hexagone et Outre-mer), la protection économique des consommateurs, de la concurrence et la répression des fraudes (alimentaires, sanitaires, de la vente sur internet...), la réalisation des statistiques nationales et du recensement de la population française, l'appui au développement des entreprises en régions, le contrôle et vérification des instruments de poids et mesure (stations service, balances) et des installations des sites industriels classés.

Les présidents de la République se succèdent et ces administrations et leurs missions sont de plus en plus considérées par leurs gouvernements comme une « gêne » pour les entreprises et leurs actionnaires. Il faudrait laisser faire, mais laisser faire quoi ?

Alors, si vous vous interrogez sur le rôle de ces administrations à votre service, essayez de répondre aux questions en fin de tract. Demandez-vous ce qu'il en serait si ces missions étaient exercées par des sociétés privées avec leurs actionnaires. Sachant que l'intérêt de ces derniers est de voir croître leurs bénéfices, quel qu'en soit le coût pour vous, pour nous, pour l'intérêt général, pour notre société et notre planète.

Si à ces questions vous répondez NON, soutenez le service public, soutenez les agent-e-s en grève, avec eux, investissez dans votre avenir. Un avenir qui ne soit pas fait que pour l'entreprise et ses actionnaires, à votre détriment et au détriment de l'intérêt général qui est notre intérêt commun.

Si vous avez parfois l'impression de payer des impôts pour rien, ce n'est pas contre les services publics et les fonctionnaires qu'il faut vous retourner. Ils souffrent comme vous et avec vous des choix budgétaires de ce gouvernement et de ses prédécesseurs. La casse des services publics, administrés et fonctionnaires en souffrent tout autant !

Ceux contre qui il faut vous retourner, ce sont les plus riches qui n'ont pas besoin de services publics - mais en profitent bien (infrastructures publiques comme les routes etc) - et ces actionnaires qui vont vous manger la laine sur le dos en tirant profit des services qui vous seront rendus contre argent comptant !

Le combat des agent-e-s du service public ne se résume pas à la défense de leur statut. Ce statut qui est la garantie du traitement de votre demande, de votre besoin de façon égalitaire, neutre et continue. C'est à dire avec une garantie de présence maintenue du service public, des services publics, géographiquement et dans le temps.

NOTRE COMBAT EST LE VÔTRE,

VOTRE COMBAT EST LE NÔTRE

Finances Publiques

■ **Trouvez-vous normal** que votre employeur puisse deviner la situation financière de votre ménage à partir du montant d'impôt à prélever sur votre salaire ? Montant qui lui sera communiqué dans le cadre du prélèvement à la source, ce montant pouvant ainsi devenir un argument dans le cadre de l'appréciation de l'évolution de vos primes et salaire par votre employeur.

■ **Êtes-vous prêts** à payer une prestation à la Poste ou demain à n'importe quelle officine privée pour remplir votre déclaration de revenus en ligne – obligatoire en 2019 – parce que vous ne maîtrisez pas bien l'internet ?

Douanes

■ **Trouvez-vous normal** que la réglementation douanière européenne qui s'impose aux pays membres fasse l'objet de 28 applications distinctes ce qui est un frein au contrôle effectif des marchandises frauduleuses ou contrefaites et autres trafics ?

Concurrence Consommation Répression des fraudes

■ **Trouvez-vous normal** que seulement 2 800 agents CCRF contrôlent la conformité des produits électriques du quotidien, la teneur en pesticides des produits alimentaires, la qualité des produits cosmétiques, la bonne application des règles de concurrence dans les marchés publics locaux (ex : rénovation

d'une école...), les conditions d'hygiène ainsi que le lieu de fabrication des produits de boulangerie, des restaurants, la traçabilité des produits surgelés, la véracité des étiquettes dans les magasins, la qualité de l'information du consommateur dans les salles de sport et... le retrait effectif des rayons d'un lait infantile contaminé ?

INSEE

■ **Trouvez-vous normal** que l'INSEE consacre l'essentiel de ses moyens (2/3) aux réponses réglementaires européennes et internationales aux dépens des

demandes d'études statistiques locales (communes souhaitant connaître l'évolution et les caractéristiques de leur population, connaissance utile à leurs décisions) ?

Développement Durable

■ **Trouvez-vous normal** que l'État recherche sans cesse des dispositifs de déclassement des installations classées pour la protection

de l'environnement (ICPE), ait recours à des régime d'autorisation simplifiée, déclaration contrôlée par des organismes extérieurs plutôt que de s'attaquer à la source du problème ?

■ **Êtes-vous prêts** à payer un supplément, sur les impôts locaux ou sur votre quittance, là également à une officine privée, pour que votre commune ou votre intercommunalité encaisse l'accès à l'eau, le ramassage des ordures ménagères ou la cantine de vos enfants ?

■ La « trésorerie » et ses agents gèrent les fonds disponibles et vérifient la bonne imputation des dépenses et des recettes de votre commune ou intercommunalité, c'est-à-dire s'assurent que celles-ci apparaissent là où elles doivent être dans ses comptes (exemples : dépenses d'investissement, dépenses de fonctionnement ...). C'est une garantie de transparence vous donnant la possibilité d'un contrôle citoyen. Considérez-vous raisonnable de renoncer à ce contrôle public neutre et indépendant dans un contexte où la pression financière s'accroît sur les collectivités locales ?

?

■ **Trouvez-vous normal** que seulement 0,01 % des marchandises entrant dans les pays de l'UE soient en réalité contrôlées, alors que les citoyens européens pensent que 50 % le sont ?

■ **Trouvez-vous normal** qu'un produit plus ou moins sensible (médicament, jouet,...) puisse parcourir un ou plusieurs pays (et souvent continents!) en n'ayant qu'une « chance » infime de tomber sous le regard d'un-e agent-e des Douanes ?

?

■ **Trouvez-vous normal** que dans certains départements ruraux seuls 6 agents sont chargés d'effectuer toutes les missions dévolues à la CCRF, tâches essentielles à la qualité et à la vie même des consommateur-trice-s ?

■ **Êtes-vous prêt** à payer plus cher votre note de restaurant parce que le contrôle de son hygiène a été confié à une entreprise privée ?

■ **Trouvez-vous normal** que votre enfant ne puisse plus jouer sur l'aire de jeux de votre commune car son contrôle confié à une société privée est devenu un coût trop important pour la collectivité et que cette dernière a décidé de la fermer ?

?

■ **Trouvez-vous normal** que la collecte des informations auprès des populations soit effectuée par des enquêteur-trice-s sous-payé-e-s et pas totalement remboursés de leurs frais réels ?

■ **Trouvez-vous normal** que, faute de moyens publics, ces études locales soient de plus en plus souvent déléguées à des instituts de sondage privés guère dénués d'arrière-pensées financières et d'intérêts particuliers ?

?

■ **Trouvez-vous normal** qu'en matière de sécurité industrielle, de surveillance des transactions commerciales, de contrôles techniques périodiques de sécurité des poids-lourds, des appareils sous pression dangereux par leur caractère explosif, d'aides au conseil des entreprises, nombre des tâches soient « bradées » au privé ou supprimées, sauf à garder la surveillance des opérateurs privés auxquels de nombreuses délégations de services ont été accordées ?

?

SI À CES QUESTIONS VOUS RÉPONDEZ **NON** ALORS SOUTENEZ LE SERVICE PUBLIC !